

MARCHE DU 12 FÉVRIER

La Wilaya d'Alger formalise l'interdiction

Le contraire aurait indéniablement constitué une surprise. La Wilaya d'Alger a formalisé hier l'interdiction de la marche nationale et pacifique à laquelle la Coordination nationale pour le changement et la démocratie a appelé pour le samedi 12 février. Elle propose, comme alternative, un rassemblement dans une des salles de la capitale.

Farid S. - Alger (Le Soir) - La décision de la Wilaya d'Alger de ne pas autoriser la marche était attendue, après les déclarations successives du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et du vice-Premier ministre qui, tour à tour, avaient affirmé qu'il demeurerait toujours interdit de marcher dans la capitale.

Dahou Ould Kablia avait soutenu, dans les colonnes de *Liberté*, que les marches à Alger, y compris celle à laquelle appelle la Coordination nationale pour le changement et la démocratie sont interdites. En marge de la cérémonie de clôture de la session d'automne du parlement, Yazid Zerhouni avait à son tour souligné que la marche était interdite.

Jeudi dernier, le Conseil des ministres a donné la confirmation de ce que la manifestation ne sera pas autorisée. La Coordination nationale pour le changement et la démocratie, qui s'attendait à la décision de la Wilaya d'Alger, a insisté il y a trois jours sur le maintien de la marche, autorisée ou non. Néanmoins, elle devra débattre de la question, aujourd'hui, à l'occasion de la réunion de son assemblée générale à Dar-El-Beïda, à Alger.

Les représentants des partis, syndicats, associations et collectifs membres

de la coordination auront à réagir de nouveau à cette interdiction, à présent formalisée, mais aussi se prononcer sur l'alternative qui leur est proposée par la Wilaya d'Alger.

Dans son communiqué rendu public hier, la Wilaya d'Alger a, en effet, proposé aux organisateurs de la marche d'opter pour un rassemblement et de choisir une salle au niveau de la capitale, y compris la coupole du complexe Mohamed-Boudiaf, d'une capacité, est-il précisé, de 10 000 places. La Wilaya d'Alger a informé également qu'«en application des textes réglementaires en vigueur, un refus a été notifié aux auteurs de la demande. Rappelons que la Coordination nationale pour le changement et la démocratie a maintenu, samedi, son projet d'organiser la marche à Alger, en dépit des décisions du Conseil des ministres mais, surtout, quelle qu'en serait la réponse de la Wilaya d'Alger.

Le Conseil des ministres, notons-le, a pris une série de mesures dont les principales sont la levée prochaine de l'état d'urgence et l'ouverture de la télévision aux partis de l'opposition. En même temps, le gouvernement a multiplié les mesures d'apaisement. Même les clients spoliés de Khalifa ont été rendus destina-



Une alternative est proposée à la marche interdite par la Wilaya d'Alger.

Samir Sid

taires de correspondances du liquidateur qui les invite, huit ans après, à récupérer chacun 5% du montant déposé. Les membres de la Coordination ont jugé que les décisions du Conseil des ministres ne répondaient nullement à leur revendication, à savoir le changement du système politique en place. L'on a appris, par ailleurs, que, faute de pouvoir marcher, le démantèlement oranais de la coordination a décidé d'observer un rassemblement. Exactement comme le feront les Algériens établis en France qui, eux aussi, ont décidé de tenir un rassemblement place de la

République, à Paris, le samedi 12 février.

Rappelons que la Coordination nationale pour le changement et la démocratie est née après les émeutes juvéniles de janvier dernier. Elle a été structurée sur une initiative de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), aile présidée par M^e Bouchachi. Des partis politiques, à l'instar du RCD, du PLJ et du MDS y sont partie prenante. La marche à laquelle elle appelle a bénéficié d'une large adhésion.

F. S.

Farouk Ksentini justifie

Farouk Ksentini, président de la Commission consultative de la promotion et de la protection des droits de l'homme (CNCPPDH), a déclaré hier que la décision prise par le président de la République concernant la levée prochaine de l'état d'urgence prouve que la situation sécuritaire actuelle le permet.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Nous sommes satisfaits de cette décision», a déclaré le président de la CNCPPDH, assurant par ailleurs pour ce qui est de l'annonce de la promulgation de nouveaux textes relatifs à la lutte antiterroriste, que cette dernière décision ne pouvait être liée à celle concernant la levée de l'état d'urgence.

«La lutte antiterroriste est une chose et la levée de l'état d'urgence en est une autre», a assuré Farouk Ksentini.

S'agissant de la marche prévue pour le 12 février, à l'initiative de la Coordination pour la démocratie et le changement, et interdite par la Wilaya d'Alger, le président de la CNCPPDH a déclaré que les conditions dans la capitale sont autres que celles dans le reste du pays.

«Ce n'est pas un refus définitif. Nous verrons plus tard. Il ne faut pas tomber dans le pessimisme. Le refus est justifié par des raisons purement sécuritaires. Un attentat au cours d'une marche peut faire beaucoup de victimes.

Ceci étant dit, sachant que tant que nous ne sommes pas venus à bout du dernier terroriste, la menace persiste», a argumenté maître Ksentini, qui n'expliquera pas cependant comment la décision de la Wilaya

d'Alger d'interdire les marches pouvait n'être que provisoire.

Il étonnera, par ailleurs, les présents en évoquant le fait qu'il y a «des marches qui font avancer et d'autres qui font reculer».

Maître Farouk Ksentini intervenait en marge de la conférence de presse organisée en collaboration avec l'association El-Amel pour l'aide aux personnes atteintes de cancer, et relative à l'annonce du départ d'une caravane vers la wilaya d'Adrar.

Le choix de cette wilaya du sud du pays est dicté par le nombre important de personnes

atteintes de cancer et d'autres pathologies, suite aux essais nucléaires effectués par la France.

A cet effet, la CNCPPDH compte demander des indemnités au profit des victimes, passées, présentes et à venir.

La caravane, selon ses initiateurs, sera l'occasion d'étudier les modalités et les formes au

niveau, tant national et qu'international, au vu des engagements de l'Algérie dans ce domaine. Une plateforme de revendications pour une prise en charge adéquate des droits des victimes sera proposée à l'issue des journées scientifiques qui seront organisées à Adrar et à Reggane.

F.-Z. B.

ORAN

Le rassemblement du 12 février maintenu

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie d'Oran (CNCD) a tenu, hier, une conférence de presse au niveau du siège du Snapap. Il était question avant tout d'informer l'opinion publique du maintien du rassemblement qui aura lieu le 12 février, à 11 heures, à la place du 1^{er} Novembre d'Oran (ex-place d'Armes).

«C'est aux autorités compétentes d'assumer leur rôle pour sécuriser les citoyens, tous les citoyens», diront les membres de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie d'Oran, et ce, suite au refus des services concernés de la Wilaya de recevoir la demande d'autorisation du rassemblement en question.

Les animateurs de cette conférence de presse ont tenu à préciser que, contrairement aux dernières annonces faites par le président Bouteflika, notamment celle de la «prochaine» levée de

l'état d'urgence, quand il avait précisé qu'en dehors d'Alger, dans les autres wilayas, les marches seraient autorisées, à Oran ces déclarations ont été contredites par les services de la Wilaya dans la mesure où «le mercredi 02/02/2011, ont refusé de réceptionner la demande de rassemblement du 12 février... le summum de l'insolence ayant été atteint quand le fonctionnaire nous déclara que seules les zaouias ont le droit de manifester», dira l'un des membres du CNCD-Oran.

Toutefois, ont tenu à ajouter

les intervenants, «la demande a été envoyée le jour même aux services concernés de la Wilaya, avec accusé de réception (dont une copie a été distribuée à la presse). Il faut savoir que tous les membres de la CNCD d'Oran sont décidés à maintenir le rassemblement, et ce, quelles que soient les entraves et les difficultés auxquelles ils devront faire face. Le 12, ne sera qu'un début, nous devons construire quelque chose de solide et rien, ni personne ne nous arrêtera». Créée pour soutenir la dynamique d'un changement urgent et pour se réapproprié l'espace public, la vie politique et les libertés fondamentales, réduites à des concessions restreintes, la Coordination nationale pour le changement démocratique à Oran se rassemblera, ce samedi 12 février, sous

le slogan «Rendez-nous notre Algérie», dira l'un des intervenants. Les animateurs de la conférence de presse de la CNCD-Oran lancent un appel «aux Algériennes et Algériens qui veulent un pays libre et démocratique, pour eux-mêmes et, surtout, pour leurs enfants : l'heure est au changement malgré la menace, les discours de séduction et de promesses, malgré la corruption et la manipulation, la délinquance et la colère pour faire peur aux Algériens (nes), terroriser les manifestants et les isoler en jouant sur la carte du soit nous, soit le chaos. L'Histoire n'est plus dans les livres, elle s'écrit dans la rue, en Tunisie, en Égypte et, aujourd'hui, en Algérie».

Amel B.